3. Disparition des panneaux d'affichage pour les associations.

Le respect de la liberté d'affichage obtenue en 1881 et enracinée dans notre tradition républicaine est bien un minimum. L'article L581-13 fait obligation aux Maires de faire

13

aménager des emplacements réservés à "l'affichage d'opinion ainsi qu'à la publicité relative aux activités des associations sans but lucratif" []. Les conditions d'application de cet article (surface minimale, emplacement, etc.) sont fixées par décret du Conseil d'Etat en fonction du nombre d'habitants et de la superficie de la commune.*

D'après notre calcul, il devrait donc y avoir 8m² d'affichage libre d'accès à Etréchy (qui pourraient être mis à profit pour annoncer aussi les réunions publiques). Afin d'éviter aussi l'affichage sauvage et le stationnement sous les panneaux lumineux, pouvez-vous nous indiquer quand la commune rétablira cette liberté ?

** : Code de l'environnement, partie législative, livre V, prévention des pollutions, des risques et des nuisances, titre VIII. Protection du cadre de vie, chapitre Ier. 'Publicité, enseignes et préenseignes'.*

Réponse :

L'affichage d'opinion et la publicité associative devraient coexister. Force est de constater que bien souvent cet affichage associatif ne trouve plus la place sur ces panneaux qui recueillent tous les types d'annonces, souvent étrangères à la commune.

C'est d'ailleurs à partir de ce constat que la décision de suppression de 2 emplacements a été prise, en même temps que la mise en service de l'affichage par panneaux lumineux. Ce nouveau mode de communication est ouvert à l'ensemble des associations, ce qui, au regard des pratiques antérieures d'affichage, constitue une amélioration considérable dans leur communication.

Ainsi, contrairement à ce que pourrait laisser penser vos propos, il n'y a pas eu d'atteinte à la liberté d'affichage, mais au contraire, une ouverture plus large par le biais de moyens plus modernes et surtout, plus respectueux de l'environnement.